

Revue de Presse



***Conférence avec Viviane Reding organisée par Notre Europe
et le centre d'études européennes de Sciences Po Paris***

Introduction par Jacques Delors



Mercredi 14 septembre 2011

Contact Presse : Mme Stéphanie Baz, sbaz@notre-europe.eu, 0033 1 44 58 97 84

Mercredi 14 septembre 2011, *Notre Europe* et le centre d'études européennes de Sciences Po ont organisé une conférence débat avec la Commissaire Viviane Reding. Introduite par Jacques Delors, Président fondateur de *Notre Europe*, et Renaud Dehousse, Directeur du CEE et conseiller scientifique à Notre Europe, la conférence a duré plus de deux heures devant un public de près de 500 personnes.

Jacques Delors a tenu à saluer le grand esprit européen de madame Reding et a rendu hommage à sa brillante carrière.

Madame Reding est Vice-Présidente de la Commission européenne, Chargée de la justice, des droits fondamentaux et de la citoyenneté.

Après un discours d'ordre général se voulant rassurant sur la crise européenne et sur l'état de l'euro, madame Reding a répondu sans tabou pendant environ 1H30 aux questions de la salle. Les questions, posées par une majorité d'étudiants français et européens, ont balayés divers sujets d'actualités qui correspondent aux domaines d'activité de la Commissaire.

Ainsi, ont été évoqués la question des Roms, la question de la Grèce, la gouvernance économique, l'identité européenne ou encore l'émergence des réseaux sociaux et des nouveaux moyens de communication.

Madame Reding, ne reculant devant aucun sujet, a tenu un discours profondément européen, se voulant optimiste durant cette période morose pour l'Europe et en a appelé aux jeunes générations, responsables de construire l'Europe de demain.

Quelques phrases prononcées par madame Reding lors de cette conférence :

« Impossible n'est pas européen »

« Je me bats pour une Europe qui sera plus forte demain qu'elle ne l'est aujourd'hui »

« Je suis pour une confédération d'Etats nations; on peut très bien vivre ensemble
et partager ensemble »

« Notre monnaie commune est un succès indéniable, elle mérite notre confiance,
elle mérite notre fierté »

« Les enfants Roms qui ne sont pas allés à l'école aujourd'hui seront un problème demain »

Sommaire

Invitationp.4

Discours de madame Reding.....p.5

Parutions dans la presse et sur internet :

La Tribune.....p.11

Euractiv.....p.13

Café Babel.....p.15

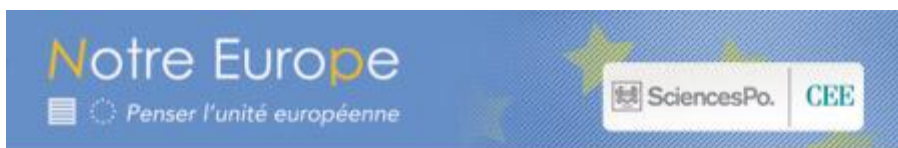
RFI – Carrefour de l’Europe.....p.18

Boursorama.....p.19

Decideo.fr.....p.21

Parutions sur Twitter.....p.22

INVITATION PRESSE



Antonio Vitorino, Président de Notre Europe a le plaisir de vous convier à une



Conférence-débat avec **Viviane REDING**

Vice-présidente de la Commission européenne, Chargée de la Justice, des droits fondamentaux et de la citoyenneté

LE MERCREDI 14 SEPTEMBRE
DE 17H À 19H A SCIENCES PO
27, RUE SAINT GUILLAUME, 75007, PARIS
AMPHITHÉÂTRE BOUTMY

Cette conférence-débat événement sera introduite par **Jacques Delors, Président fondateur de Notre Europe, ancien Président de la Commission Européenne et Renaud Dehousse, Directeur du Centre d'études européennes de Sciences Po.**

Cette conférence-débat permettra à Viviane Reding de présenter sa vision de la construction européenne, telle qu'elle l'a nourrie au fil de ses trois mandats à la Commission. Elle lui permettra également d'évoquer un certain nombre de sujets qui ont dominé l'actualité comme le **renforcement de la gouvernance économique face à la crise ou encore la libre circulation dans l'espace Schengen.**

Viviane Reding

Vice-présidente de la Commission européenne – Commissaire européenne en charge de la Justice

La crise vue comme une chance – Vers un nouveau plan Schuman

Check Against Delivery
Seul le texte prononcé fait foi
Es gilt das gesprochene Wort

Conférence Débat Sciences-Po Paris – Notre Europe

Paris, 14 septembre 2011

Chers amis,

L'été a été morose, et je ne parle pas uniquement de la météo. Les places boursières mondiales se sont affolées, quelques journaux ont diffusé à l'envi leur vision apocalyptique du devenir de notre Europe. Où en sommes-nous aujourd'hui? Que reste-t-il à construire? Que pourrions-nous consolider?

Je m'adresse ici et aujourd'hui à la jeune génération qui est notre force pour l'avenir. Demain déjà, c'est vous qui prendrez les décisions sociales et politiques; c'est vous qui influencerez les changements qui engageront les générations suivantes. C'est pour vous donc que nous devons, aujourd'hui, poser les jalons.

Dans le domaine économique, bien sûr, c'est l'actualité du jour. En politique, ensuite. En matière institutionnelle pour terminer.

* * *

Pendant tout l'été, certains médias, notamment les médias anglo-saxons, ont dépeint une Europe à la dérive. Regardons-y de plus près. Où en est vraiment l'économie européenne?

Quatre données sont à retenir.

L'Europe c'est:

- Un marché de 500 millions de consommateurs.
- Un produit intérieur brut supérieur à celui des États-Unis (12 000 milliards d'euros contre 10 000 milliards pour les États-Unis).
- Une croissance annuelle du produit intérieur brut de 1,6%, au même niveau que celui des États-Unis.
- Un commerce extérieur qui représente 20% du commerce extérieur mondial, pour seulement 7% de la population mondiale. L'Europe est le plus grand exportateur au monde et le deuxième importateur.

En fait l'Europe est la plus grande économie au niveau mondial.

Les quatre données, pourtant simples et limpides, ne correspondent pas à l'image qui nous est si souvent renvoyée de notre continent.

Si nous voulons que notre analyse soit correcte, et que nos décisions soient les bonnes, un regard objectif sur la réalité s'impose.

Deuxième élément important pour l'image de l'Europe: l'euro.

Certains analystes ont conclu à une crise de l'euro. Je m'inscris en faux contre ces allégations. Regardons-y de plus près. Où en est l'euro douze ans après son lancement?

A nouveau, quatre données chiffrées:

- L'inflation de la zone euro a été en moyenne maintenue en dessous de 2% depuis la création de l'euro. Cette performance est meilleure que celles enregistrées par tous les pays européens avant l'introduction de l'euro, y compris l'Allemagne. Pour nos sociétés, il est essentiel de veiller à contenir l'inflation, surtout pour protéger les salariés et les retraités.
- L'euro est la devise la plus utilisée sur les places financières mondiales après le dollar. La monnaie unique a même gagné en valeur – plus de 30% face au dollar depuis sa création.
- Depuis l'introduction de l'euro, 14 millions d'emplois ont été créés dans les pays de la zone euro, contre 8 millions aux États-Unis pendant la même période.

- Il est vrai que la charge de la dette représente 84% du produit intérieur brut pour les pays de la zone euro. Mais elle représente 100% du PIB aux États-Unis, et 200% du PIB au Japon. Pour les déficits publics : 4,4% de produit intérieur brut pour la zone euro, 10,8% pour les États-Unis, 10% au Japon.

L'euro est donc une monnaie extrêmement stable et forte. Notre monnaie commune est un succès indéniable, elle mérite notre confiance, elle mérite notre fierté.

Il est vrai que depuis la crise financière mondiale, nous connaissons une crise des dettes souveraines nationales, cette crise n'est d'ailleurs pas propre à l'Europe.

Face à une crise, on peut choisir le défaitisme. En tant que décideur politique, je ne peux pas me permettre ce luxe. J'opte donc pour la démarche inverse: la crise nous permet de réussir là où nous avons échoué avant.

Cette crise, c'est l'occasion pour l'Europe de se renforcer et d'aller plus loin; d'avancer vers plus de gouvernance de ses politiques financières et économiques.

La Commission européenne y a répondu, il y a un an déjà, en proposant des solutions pour stabiliser la zone euro. C'est la fameuse série des propositions dite "six pack" sur la gouvernance économique, initiée par mon collègue Olli Rehn, qui renforcent la coordination budgétaire et prévoient des sanctions crédibles pour ceux qui ne respectent pas les règles. Elle sera adoptée prochainement et devra ensuite être mise en œuvre par tous les États membres.

La nouvelle architecture de supervision financière est en place grâce à l'action de Michel Barnier, il sera ainsi possible de détecter les risques économiques. Depuis cette année, a aussi débuté l'exercice du semestre européen : la Commission européenne analyse les propositions budgétaires des États membres et leur fournit des recommandations économiques pour que les budgets nationaux ne s'écartent pas du chemin de l'équilibre. Ce regard de la Commission européenne est utile et nécessaire pour que les dérapages des uns ne mettent pas en danger les autres. L'expérience de cette année a été concluante. Maintenant il est temps d'aller un peu plus loin.

En vous expliquant ceci, je ne cherche pas à occulter les difficultés que nous traversons. Les difficultés économiques qui secouent l'Union européenne et plus particulièrement les pays de la zone euro, ne peuvent être niées. Mais, de grâce, arrêtons le défaitisme et passons aux propositions constructives.

Nous ne pouvons nous permettre le luxe de douter de la force de notre économie, de notre monnaie, de notre Union. Ayons la volonté politique et la détermination nécessaires pour mettre en œuvre des solutions courageuses et efficaces.

* * *

Si l'on se fiait au discours ambiant, l'Europe serait en panne, incapable de prendre des décisions à 27. Combien de fois avons-nous entendu qu'il était impossible de se mettre d'accord à Bruxelles? Ceci ne correspond pas à mon expérience de la politique européenne depuis plus de 20 ans. Nous avons réussi à réconcilier un continent avec lui-même, à construire des politiques communes, à donner une réalité à la devise "unité dans la diversité".

Regardons, par exemple, votre vie étudiante.

Erasmus. Impossible de se mettre d'accord à 27 et de décider quoi que ce soit, alors que nous avons dépassé les 2 millions d'étudiants bénéficiaires de ce programme?

La carte européenne d'assurance maladie. Ce petit morceau de plastique bleu, gratuit, qui vous assure lorsque vous voyagez en Europe. Vous allez voir votre grand-mère en Espagne? Vous rejoignez votre petit ami en Finlande? Si vous vous cassez une jambe ou tombez malade, vous êtes traités comme un Espagnol en

Espagne, comme un Finlandais en Finlande et ne devez pas avancer l'argent pour vos soins.

Impossible de se mettre d'accord à 27 et de décider quoi que ce soit, alors que près de 200 millions de citoyens européens ont cette petite carte dans leur poche?

Et la reconnaissance des diplômes? Et le fait de bouger au cours de sa carrière en gardant sa couverture de sécurité sociale et de pouvoir prendre sa retraite dans le pays européen de son choix et y toucher sa pension?

Vraiment, impossible de se mettre d'accord à 27 et de décider quoi que ce soit?

Ou un autre exemple, que vous ressentiez tous dans votre portefeuille: le coût des communications mobiles effectuées en itinérance – le fameux roaming : les institutions européennes ont réussi à les faire baisser de 70%, alors que, à l'époque, la majorité des États membres étaient opposés au projet.

La citation : "Impossible n'est pas français" devrait être changée en: "impossible n'est pas européen!"

Quel est le secret de notre succès? La "méthode communautaire", ce juste équilibre entre les quatre institutions: la Commission qui représente l'intérêt général de l'Union et qui propose ; le Parlement, qui représente les citoyens de l'Union, le Conseil, qui représente les États, et qui ensemble légifèrent ; et la Cour de justice, qui assure le respect du droit et veille à la bonne application des règles.

Ce juste équilibre, cette méthode, a fait ses preuves; nous a donné des droits ; elle nous protège. Nos solutions européennes réussissent là où les États, à leur seul niveau national, sont trop petits pour faire la différence. Les architectes de l'Europe ont bien pensé le projet, la construction avance. La méthode communautaire, ça marche!

Et pour une raison simple: elle place au cœur du processus l'intérêt général, la somme des intérêts particuliers pour le bien de tous. Petits pays, grands pays, pays du Nord, pays du Sud, les « vieux » pays, les « nouveaux » pays, tous ont leur culture, leur histoire, leurs particularités. Les institutions européennes opèrent la synthèse de ces intérêts différents, parfois divergents, en s'appuyant pour ce faire sur les meilleurs experts dans tous ses domaines de compétence choisis dans les 27 pays de l'Union. Et, surtout, le contrôle démocratique exercé par le Parlement européen et le contrôle juridique de la Cour européenne de justice sont de précieux garants.

Deux grands pays comme l'Allemagne et la France peuvent certainement être un moteur fort de l'Europe et se doivent même de l'être. Mais pour nous diriger dans la bonne direction, dans l'intérêt de tous les Européens, un moteur puissant ne suffit pas. Il faut aussi un pilote. Les institutions européennes, et notamment la Commission européenne, sont ce pilote.

* * *

Pour nous emmener où? Au renforcement de notre continent, à la sécurisation de notre avenir.

Cette Europe de demain, elle doit continuer à se construire sur le socle commun de nos valeurs fondamentales, elle doit mettre le citoyen au cœur de son action, comme c'est d'ailleurs stipulé dans la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, un des plus beaux textes fondateurs de notre continent.

L'Europe de demain doit oser aller de l'avant, sans pour autant perdre la perspective historique. Repensons un moment à nos pères fondateurs, relisons leur textes, apprenons de la manière avec laquelle ils ont affronté les événements de leur temps.

En 1970, le premier ministre luxembourgeois, Pierre Werner, avait exposé, à la demande des chefs d'État et de gouvernement, quel devait être le stade ultime de l'union économique et monétaire. Il préconisait non seulement une monnaie unique gérée par la Banque centrale européenne, mais aussi un centre de décision politique et économique fort, capable d'épauler la Banque centrale européenne, capable d'influencer les budgets nationaux. Un centre de décision responsable politiquement devant le Parlement européen. Un centre de décision capable de prendre des décisions "rapides et efficaces", pour répondre à la rapidité des marchés.

Inspirons-nous de ces propositions. Osons les appliquer! Osons mettre en place une Présidence forte de l'Eurogroupe. Je suis convaincue que nous pouvons le faire sans changer les Traités et perdre des années en discussions. Le Traité de Lisbonne nous permet d'agir maintenant.

Je propose donc que pour l'an prochain, lorsque la présidence de l'Eurogroupe sera vacante, les 17 Ministres des finances de la zone euro mettent à leur tête le Commissaire européen en charge des affaires économiques et monétaires. Le traité de Lisbonne, rédigé avec beaucoup de sagesse, permet cette solution. Ce serait un président qui aurait comme seule responsabilité la gestion de l'euro, épaulé par les meilleurs experts issus de 27 États, capables de mettre l'intérêt commun de notre devise commune en avant.

J'oserais même aller un pas plus loin ce soir avec vous.

L'expérience des derniers mois nous a montré que, le temps des coordinations légères des politiques fiscales est révolu. Nous devons aller vers plus d'intégration. Nous devons travailler à la mise en place de bases de taxation communes, nous devons synchroniser nos budgets annuels, nous devons construire ensemble nos plans de relance. En 1950, la France et l'Allemagne décidaient de mettre en commun leurs productions de charbon et d'acier, bloquant ainsi l'utilisation guerrière de ces productions et établissant les bases communes du développement économique de l'Europe. Robert Schuman, alors Ministre des Affaires étrangères de la France, parlait à l'époque de "la première étape de la Fédération européenne". Aujourd'hui, j'appelle de mes vœux un nouveau plan Schuman, pour la prochaine étape : pour donner un signal fort, pour lancer une dynamique positive, pour éliminer notre marché des dettes morcelées (véritable handicap pour un continent qui devrait être uni plutôt que fragmenté), la France et l'Allemagne pourraient, par exemple, mettre en commun l'émission de leurs bons du Trésor et leurs autorités de supervision bancaire. Je suis sûre que d'autres pays 'triple A' suivraient le mouvement. Comme le disait Robert Schuman dans sa célèbre déclaration du 9 mai 1950, "Ainsi sera réalisée simplement et rapidement la fusion d'intérêts indispensables à l'établissement d'une communauté économique".

* * *

Vous l'avez compris je me bats pour une Europe qui sera demain plus forte qu'elle ne l'est aujourd'hui. Une Europe de la démocratie qui se base sur la méthode communautaire et non sur l'inter-gouvernementalisme où quelques uns décident pour tous. Ma vision pour demain, à l'horizon, 2020 est que notre Europe se mue en une vraie "Confédération européenne".

Je ne veux pas parler des États-Unis de l'Europe. J'admire les États-Unis d'Amérique, mais je suis en même temps convaincue qu'ils ne peuvent pas servir de modèle à la construction européenne. Nous Européens, nous avons une longue histoire derrière nous, beaucoup plus longue que celle des États-Unis. Le résultat de cette longue histoire est la diversité culturelle et linguistique de notre continent.

Une diversité qui est notre grande richesse, mais elle ne se prête pas à l'uniformisation au sein d'un grand État centralisé. L'image d'une Confédération

européenne me semble beaucoup plus appropriée pour le développement de notre continent, car elle reflète la diversité culturelle et linguistique de ses membres. Pour moi, c'est le chemin à suivre pour l'Europe de 2020.

Chers amis étudiants,

Vous êtes les architectes de demain. Nos fondations sont solides mais la construction est loin d'être finie. C'est à vous maintenant de reprendre le flambeau. De construire cette Europe. Ne perdez jamais de vue que ce ne sont jamais les vieux pessimistes qui construisent l'avenir, mais les jeunes optimistes.

L'Europe vous attend!

Un an après l'affaire des Roms, Viviane Reding est toujours aussi déterminée

Lors d'un passage à Paris, la commissaire, a affirmé, pugnace, que ses services surveilleront l'application du plan du gouvernement français contre la délinquance roumaine.



La "Dame de fer" de la Commission européenne n'a en rien perdu de son franc parler. C'est une Viviane Reding sûre d'elle qui s'est exprimée lors d'une conférence à Sciences Po Paris, organisée mercredi 15 septembre en collaboration avec le "think tank" Notre Europe.

Celle qui fut, à l'été 2010, à l'origine du bras de fer politique entre Bruxelles et Paris sur la politique française contre les Roms, a bien l'intention de continuer à "défendre les droits des citoyens européens".

Une France plus prudente

Elle n'a pas hésité à évoquer le nouveau plan du ministre de l'intérieur français, Claude Guéant, qui vise directement la délinquance roumaine. Il faudra, selon les développements à venir, "analyser" la mise en application des mesures prévues car si "chaque Etat peut lutter contre la criminalité, il ne peut stigmatiser une population (...) Et je peux, en tant que commissaire européenne, prendre des mesures s'il ne respecte pas le droit européen", a-t-elle déclaré.

La commissaire à la Justice estime cependant que, depuis la polémique de l'année dernière, "la France était beaucoup plus prudente dans sa façon de faire et de dire".

Pas un joujou

La réforme de l'espace Schengen va aussi l'opposer à Paris dans les mois à venir. Le 13 septembre, la France, l'Allemagne et l'Espagne ont envoyé une [lettre à Bruxelles](#) dans laquelle ils fustigent à l'avance les propositions de la Commission européenne qui veut réduire à 5 jours la durée de fermeture des frontières d'un Etat membre pour des raisons d'ordre public. Toute prolongation serait soumise à autorisation.

Mais pour Viviane Reding, le rétablissement des contrôles aux frontières intérieures de l'UE "doit être une décision commune, un cas exceptionnel (...) On ne peut pas permettre, pour des réflexions à court terme de partis politiques, le démantèlement de cet acquis (...) Schengen n'est pas un joujou".

Lire la suite de l'article [Un an après l'affaire des Roms, Viviane Reding est toujours aussi déterminée](#)

[Retrouvez toute l'actualité européenne, avec...](#)



Un an après l'affaire des Roms, Reding toujours aussi déterminée

Lors d'un passage à Paris, la commissaire, a affirmé, pugnace, que ses services surveilleront l'application du plan du gouvernement français contre la délinquance roumaine.

15/09/2011



© Droits réservés / Jean-Sébastien Lefebvre

Documents officiels

- **Commission européenne**

[Déclaration de Viviane Reding, Vice-présidente de la Commission européenne et commissaire européenne à la justice, aux droits fondamentaux et à la citoyenneté, sur la situation des Roms en Europe](#)

Revue de presse

- **RTL**

[Déclarations de Viviane Reding et de Nicolas Sarkozy sur la décision de la Commission](#)

La "Dame de fer" de la Commission européenne n'a en rien perdu de son franc parlé. C'est une Viviane Reding sûre d'elle qui s'est exprimée lors d'une conférence à Sciences Po Paris, organisée mercredi 15 septembre en collaboration avec le think tank Notre Europe.

Celle qui fut, à l'été 2010, à l'origine du bras de fer politique entre Bruxelles et Paris sur la politique française contre les Roms, a bien l'intention de continuer à "défendre les droits des citoyens européens".

Une France plus prudente

Elle n'a pas hésité à évoquer le nouveau plan du ministre de l'intérieur français, Claude Guéant, qui vise directement la délinquance roumaine.

Il faudra, selon les développements à venir, « analyser » la mise en application des mesures prévues car si « chaque état peut lutter contre la criminalité, il ne peut stigmatiser une population (...). Et je peux, en tant que commissaire européenne, prendre des mesures s'il ne respecte pas le droit européen », a-t-elle déclaré.

La commissaire à la Justice estime cependant que, depuis la polémique de l'année dernière, « la France était beaucoup plus prudente dans sa façon de faire et de dire ».

Pas un joujou

La réforme de l'espace Schengen va aussi l'opposer à Paris dans les mois à venir.

Le 13 septembre, la France, l'Allemagne et l'Espagne ont envoyé une [lettre à Bruxelles](#) dans laquelle ils fustigent à l'avance les propositions de la Commission européenne qui veut réduire à 5 jours la durée de fermeture des frontières d'un Etat membre pour des raisons d'ordre public. Toute prolongation serait soumise à autorisation.

Mais pour Viviane Reding, le rétablissement des contrôles aux frontières intérieures de l'UE « doit être une décision commune, un cas exceptionnel (...). On ne peut pas permettre, pour des réflexions à court terme de partis politiques, le démantèlement de cet acquis (...). Schengen n'est pas un joujou ».

Droit à l'oubli

A l'automne, l'autre grand dossier qui va accaparer la commissaire est la refonte de la directive européenne sur la notion de vie privée, en particulier sur Internet. L'arrivée des réseaux sociaux a profondément modifié la donne et Viviane Reding a reconnu qu'il fallait le prendre en compte.

Mais, encore une fois, la Luxembourgeoise a été ferme. « Si les nouvelles technologies peuvent changer l'application du droit, elles ne changeront pas les droits des citoyens ».

Esquissant sa vision du dossier, elle a considéré que « si quelqu'un veut avoir mes données, il doit avoir mon autorisation. Si je veux récupérer mes données, je dois pouvoir le faire. Si je veux mettre les données ailleurs, je dois pouvoir le faire et si je veux les éliminer, je dois pouvoir le faire ». Le «droit à l'oubli» a été ouvertement mentionné.

Confédération européenne

Dans un registre plus général, la commissaire européenne s'est déclarée en faveur d'une mue de l'Union européenne vers une véritable « confédération européenne » qui permettrait de préserver l'identité de chaque peuple tout en renforçant la cohésion politique de l'intégration européenne.

Dans cette optique, Viviane Reding souhaiterait que le prochain chef de l'Eurogroupe soit dans le même temps le commissaire européen aux Affaires monétaires.

[Jean-Sébastien Lefebvre](#)

Europe du cœur, Europe bureaucrate, je suis Reding de toi !



Photo : (cc) EU Social/flickr

On imagine aisément ce que peut être un vice-président de la Commission européenne. Si on ajoute à cela une étiquette démocrate-chrétienne et la nationalité luxembourgeoise, le portrait est presque achevé. [Viviane Reding](#), comme vous l'aurez reconnue, est également Commissaire européen à la Justice, aux Droits Fondamentaux et à la Citoyenneté. « *Elle vient de l'Europe du Cœur* », insiste Jacques Delors, avant de la présenter aux étudiants de Sciences Po à Paris. Et Mme Reding de faire de son mieux pour éviter la « *langue des dossiers* »...

OPINION

par [Giacomo Rosso](#) @ Traduction : [vicinovicino](#) @

19/09/11

Tags : [Roms](#), [droits de l'homme](#), [Commission européenne](#), [France](#), [Viviane Reding](#), [Paris](#).

- français »
 - [italien \[VO\]](#)
- [Imprimer "Europe du cœur, Europe bureaucrate, je suis Reding de toi !"](#)

Cette rencontre publique, organisée par la prestigieuse université de Paris et [le think tank Notre Europe](#), donnait à la commissaire **Reding** l'occasion de s'exprimer, un an tout juste après avoir « *tiré l'oreille* » de [Nicolas Sarkozy](#) à propos de sa gestion des citoyens [Roms](#) en France. Aux accusations formalistes de Bruxelles, le président français, visant à caresser sa

base électorale, avait répondu avec non moins de tact, que [Mme Reding serait bien inspirée « d'accueillir les Roms dans son Luxembourg chéri »](#).



Viviane Reding avec, à gauche Renaud Dehousse (directeur du département des études européennes à l'IEP) et Jacques Delors (à droite)

Aujourd'hui, on peut dire qu'au fond, l'escarmouche n'a fait que glisser sur les deux protagonistes. D'un côté, le gouvernement français, par l'entremise de son ministre de l'Intérieur, **Claude Guéant**, [menace d'expulser en masse tous les jeunes mineurs Roms](#) qui commettent des délits sur le territoire français. De l'autre, la vice-présidente de la Commission européenne rappelle que l'UE est régie par les droits fondamentaux de ses citoyens, tels qu'ils sont stipulés par le [traité de Lisbonne](#). Des droits qui viennent se superposer à ceux de chaque pays, en créant diverses législations transversales. Concrètement, il n'est pas possible d'expulser les citoyens d'un pays de l'[espace Schengen](#), en raison de leurs origines ethniques ou nationales.

14 septembre 2010: Viviane Reding tire les oreilles de Sarkozy | L'atmosphère est rock & roll, comme celle du bâtiment Berlaymont, à Bruxelles

Tweet and Love

Mme Reding tente diverses approches pour séduire son public étudiant, en se référant maintes fois aux succès du programme **Erasmus** et à la passion que le projet européen devrait susciter chez les jeunes. Elle va même jusqu'à invoquer les [réseaux sociaux](#) comme les outils d'une nouvelle Europe. Mais attention, explique-t-elle : « *Certains de mes collègues passent trop de temps sur Tweet ! (sic), et il ne leur en reste plus assez pour travailler.* » Dommage qu'elle ne connaisse pas le vrai nom... elle qui a pourtant été commissaire pour la société de l'information et des réseaux sociaux ! Au même moment, **Jacques Delors**, assis à ses côtés, se met à parler fort au téléphone, provoquant gêne et quelques rires dans la salle. « *Vous voyez – ironise-t-elle – les nouvelles générations utilisent trop les nouvelles technologies !* ». [Jacques Delors](#), qui fréquente Bruxelles et ses bureaucrates depuis maintenant 32 ans, quitte la tribune pour obligation urgente.



Viviane Reding à Science-Po. La

commissaire est ennuyeuse jusqu'au bout. Elle a beau insister sur les mots « *cœur* » et « *amour* » (et sur les enfants nés de couples Erasmus) pour que l'Europe devienne plus forte, c'est avec l'enthousiasme « *chiffré* » d'un comptable qu'elle répond aux questions des étudiants. À la crise de la dette souveraine qui risque d'infecter la périphérie de l'Europe, elle répond avec les habituels poncifs, dopés à l'[euro](#)-enthousiasme béat. Alors que les bourses s'effondrent, que les intérêts payés sur la [dette](#) italienne atteignent des sommets, Mme Reding persiste sur les objectifs de l'équilibre budgétaire et d'une nouvelle gouvernance économique. Ainsi, à l'encontre de la fragile [Grèce](#), qui n'attend plus que la déclaration officielle de son défaut de paiement, elle répète que l'Europe la soutiendra, mais que celle-ci doit accepter les réformes pour s'en sortir. En décodé: « *Si vous voulez qu'on vous aide, abandonnez votre souveraineté économique!* »

« *Pour ça, il faut vous adresser à Cecilia Malmström!* »

Si les étudiants n'ont pas montré d'irritation à cette vision de l'Europe (similaire à ce qu'on leur présente en cours), les journalistes parisiens ont eu plus de mal à s'accommoder de l'ambiance ennuyeuse du **Berlaymont** (le bâtiment de la Commission européenne à Bruxelles, ndlr). Quand une journaliste de Reuters se faufile parmi les étudiants pour poser une question au sujet des Roms, Mme Reding répond avec la plus grande prudence. Trente secondes passent, et le porte-parole de la commissaire, chevauchant les gradins jusqu'au fond de la salle, manque de se fracasser avant de rejoindre la jeune reporter qui commençait à écrire sa dépêche. La rédaction de [cafebabel.com](#) risque aussi sa question sur l'agence **Frontex**, laquelle renforcera bientôt ses contrôles aux frontières. La commissaire s'apprête à dire quelque chose, mais « *Alt !* », l'interrompt le jeune porte-parole: « *Pour ça, il faut vous adresser à Cecilia Malmström!* (commissaire aux Affaires Intérieures, ndlr) ».

Si l'Europe veut sortir de cette crise, politique et sociale avant même d'être économique, alors elle devra faire appel à des personnalités bien différentes. Ou du moins à d'autres méthodes. Il est grand temps que les [institutions européennes](#) proposent de nouvelles réponses, afin que les plus sombres menaces ne deviennent réalité, des réponses qui soient autres que les litanies surfaites sur la belle Europe.



DIMANCHE 18 SEPTEMBRE 2011

Carrefour de l'Europe

Par **Daniel Desesquelle**

2ème invité : Viviane Reding, vice-présidente de la Commission européenne en charge de la justice et de la citoyenneté, analyse la crise et la situation difficile de la Grèce.

(Photos : Louise Bonte)



Daniel Desesquelle et Viviane Reding.



Ségolène Royal.

TAGS : POLITIQUE FRANÇAISE - SEGOLENE ROYAL - UNION EUROPEENNE

- AFP le 14/09/2011 à 17:42

Reding propose que l'Eurogroupe soit présidé par un membre de la Commission :

Le groupe des ministres des Finances de la zone euro devrait être présidé par le commissaire européen aux Affaires économiques, a estimé mercredi la vice-présidente de la Commission Viviane Reding, proposant également que Paris et Berlin mutualisent leurs émissions de dette.

Dans un discours à Sciences Po à Paris, la commissaire européenne à la Justice a jugé que la crise devait être "l'occasion pour l'Europe de se renforcer et d'aller plus loin (...) vers plus de gouvernance de ses politiques financières et économiques".

"Osons mettre en place une présidence forte de l'Eurogroupe", a lancé Viviane Reding, proposant que lorsque le poste sera vacant en janvier prochain, "les 17 ministres des Finances de la zone euro mettent à leur tête le commissaire européen en charge des Affaires économiques et monétaires", c'est-à-dire le Finlandais Olli Rehn.

Selon elle, "nous pouvons le faire sans changer les traités et perdre des années en discussions".

Le mandat de l'actuel président de l'Eurogroupe, le Premier ministre et ministre des Finances luxembourgeois Jean-Claude Juncker, prend fin en début d'année prochaine.

"Ce serait le président qui aurait comme seule responsabilité la gestion de l'euro, épaulé par les meilleurs experts issus de 27 États, capables de mettre l'intérêt commun de notre devise commune en avant", a insisté la Luxembourgeoise.

La Commission européenne serait ainsi le "pilote" de la zone euro tandis que l'Allemagne et la France en seraient le "moteur", a-t-elle estimé.

Afin de construire d'ici 2020 "une vraie confédération européenne", la vice-présidente de la Commission a également suggéré que Paris et Berlin mettent "en commun l'émission de leurs bons du Trésor et leurs autorités de supervision bancaire".

Selon elle, cela lancerait "une dynamique positive", "pour éliminer notre marché des dettes morcelées, véritable handicap pour un continent qui devrait être uni plutôt que fragmenté".

"Je suis sûre que d'autres pays +triple A+ (meilleure note des agences de notation) suivraient le mouvement", a-t-elle dit.

Elle n'a toutefois pas proposé la création d'euro-obligations à proprement parler, cette mutualisation des dettes de la zone euro dans leur ensemble que de nombreux analystes appellent de leur vœux.



Copyright © 2011 AFP. Tous droits de reproduction et de représentation réservés.

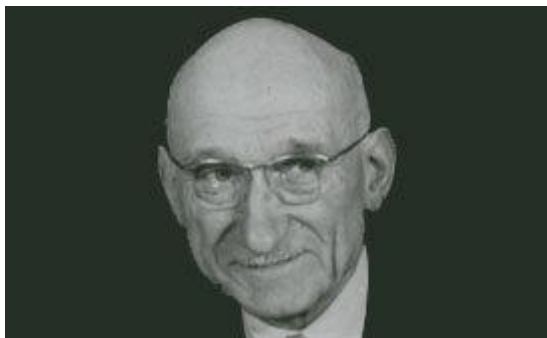
Toutes les informations reproduites dans cette rubrique (dépêches, photos, logos) sont protégées par des droits de propriété intellectuelle détenus par l'AFP. Par conséquent, aucune de ces informations ne peut être reproduite, modifiée, transmise, rediffusée, traduite, vendue,

exploitée commercialement ou réutilisée de quelque manière que ce soit sans l'accord préalable écrit de l'AFP. L'AFP ne pourra être tenue pour responsable des délais, erreurs, omissions, qui ne peuvent être exclus ni des conséquences des actions ou transactions effectuées sur la base de ces informations.



Pour un nouveau plan Schuman

La crise européenne vue comme une chance - Vers un nouveau plan Schuman.
Conférence débat Science-Po Paris - Notre Europe, 14 septembre 2011



Lors d'une conférence avec Jacques Delors à Science Po Paris, Viviane Reding, Vice présidente de la commission européenne, présente sa vision pour l'avenir de l'Union européenne.

"Ma vision pour demain, à l'horizon 2020 est que notre Europe se mue en une vraie "Confédération européenne" (...)

Ne perdez jamais de vue que ce ne sont jamais les vieux pessimistes qui construisent l'avenir, mais les jeunes optimistes."



[Lire le discours](#)



[nouveau plan schuman fr.pdf \(43.11 Ko\)](#)

TWITTER

Notre Europe a communiqué via son compte Twitter lors de la conférence ainsi que certains journalistes dans la salle et madame Reding.

Notre Europe :

[NotreEurope](#) Notre Europe

Conference terminee;grand succes!retrouvez bientôt le compte rendu sur notre site!

[14 Sep](#) [Favorite](#) [Reply](#) [Delete](#)

»



[NotreEurope](#) Notre Europe

Viviane Reding impressionnee par l'attitude de la Norvege dans sa politique d'acceptation de l'autre malgre l'attentat de juillet dernier

[14 Sep](#) [Favorite](#) [Reply](#) [Delete](#)

»



[NotreEurope](#) Notre Europe

Je suis pour une confederation d'Etats nations;on peut tres bien vivre ensemble et partager ensemble.V Reding a Sciences Po et Notre Europe

[14 Sep](#) [Favorite](#) [Reply](#) [Delete](#)

»



[NotreEurope](#) Notre Europe

Viviane Reding propose de faire une loi europeenne sur le droit d'asile une fois pour toutes

[14 Sep](#) [Favorite](#) [Reply](#) [Delete](#)

»



[ddesesquelle](#) Daniel Desesquelle

by NotreEurope

Mettre en commun les dettes de l'Allemagne et de la France [#Reding](#) [@NotreEurope](#)

[@sciencespo](#)

[14 Sep](#) [Favorite](#) [Undo Retweet](#) [Reply](#)

»



[NotreEurope](#) Notre Europe

Le debat avec la salle commence entre Viviane Reding et Jacques Delors c'est le moment de poser des questions!

[14 Sep](#) [Favorite](#) [Reply](#) [Delete](#)

»



[NotreEurope](#) Notre Europe

"Je me bats pour une Europe qui sera plus forte demain qu'elle ne l'est aujourd'hui" Viviane Reding

[14 Sep](#) [Favorite](#) [Reply](#) [Delete](#)

»



[NotreEurope](#) Notre Europe

La phrase du jour de madame Viviane Reding "Impossible n'est pas européen!"

[14 Sep](#) [Favorite](#) [Reply](#) [Delete](#)

»



[NotreEurope](#) Notre Europe

Discours de madame Viviane Reding <http://yfrog.com/kgx9zfgj>

[14 Sep](#) [Favorite](#) [Reply](#) [Delete](#)

»



[NotreEurope](#) Notre Europe

Dans son discours Viviane Reding refuse le défaitisme et dit que la crise est l'occasion de se renforcer

[14 Sep](#) [Favorite](#) [Reply](#) [Delete](#)

»



[NotreEurope](#) Notre Europe

Conférence avec Viviane Reding et Jacques Delors organisée par Notre Europe et Sciences Po <http://yfrog.com/hw3npmoj>

[14 Sep](#) [Favorite](#) [Reply](#) [Delete](#)

»



[NotreEurope](#) Notre Europe

Viviane Reding vient de prendre la parole et rappelle que l'été a été morose en Europe et en appelle à la jeune génération pour le futur de l'UE

[14 Sep](#) [Favorite](#) [Reply](#) [Delete](#)

»



[NotreEurope](#) Notre Europe

Jacques Delors est en train d'introduire la conférence et rend hommage à la brillante carrière de V. Reding

[14 Sep](#) [Favorite](#) [Reply](#) [Delete](#)

»



[NotreEurope](#) Notre Europe

La conférence avec Viviane Reding à Sciences Po Paris vient de commencer; la salle est archi pleine

[14 Sep](#) [Favorite](#) [Reply](#) [Delete](#)

»



[NotreEurope](#) Notre Europe

Dailymotion - Question d'Infos : Jacques Delors <http://dai.ly/qi17Tt> via [@Dailymotion](#)

[14 Sep](#) [Favorite](#) [Reply](#) [Delete](#)

»



[NotreEurope](#) Notre Europe

Conférence débat avec madame Viviane Reding et Jacques Delors cet après-midi à 17H! suivez la avec nous ici ou en streaming via notre site

Médias présents dans la salle :



[PaulLarrouturnou](#) Paul Larrouturnou

"Les enfants roms qui ne sont pas allés à l'école aujourd'hui seront un problème demain"

Viviane [#Reding](#) à [@NotreEurope](#) (via [@DDesesquelle](#))

[14 Sep](#) [Favorite](#) [Retweet](#) [Reply](#)

»



[ddesesquelle](#) Daniel Desesquelle

Les enfants roms qui ne sont pas allés à l'école aujourd'hui seront un pb demain [#Reding](#) en direct de [#sciencespo](#) [@NotreEurope](#)

[14 Sep](#) [Favorite](#) [Retweet](#) [Reply](#)

»



[VivianeRedingEU](#) Viviane Reding

Notre monnaie commune est un succès indéniable, elle mérite notre confiance, elle mérite notre fierté [@SciencesPo](#) [@NotreEurope](#) [#UE](#)

[14 Sep](#) [Favorite](#) [Retweet](#) [Reply](#)

»



[ddesesquelle](#) Daniel Desesquelle

On ne gagne pas les élections avec le dossier des [#roms](#) [#Reding](#) en direct de [#sciencespo](#) [@NotreEurope](#)

14 Sep [Favorite](#) [Retweet](#) [Reply](#)

>>



[yuzararif](#) yengky kapal capung

RT [@LisePressac](#): RT [@VivianeRedingEU](#): À Paris pour parler de l'avenir de l'#UE avec Jacques Delors [@SciencesPo](#) [@NotreEurope](#)

14 Sep [Favorite](#) [Retweet](#) [Reply](#)

>>



[FabienCazenave](#) Fabien Cazenave

RT [@VivianeRedingEU](#): À Paris pour parler de l'avenir de l'#UE avec Jacques Delors [@SciencesPo](#) [@NotreEurope](#)

14 Sep [Favorite](#) [Retweet](#) [Reply](#)

>>



[LisePressac](#) Lise Pressac

RT [@VivianeRedingEU](#): À Paris pour parler de l'avenir de l'#UE avec Jacques Delors [@SciencesPo](#) [@NotreEurope](#)

14 Sep [Favorite](#) [Retweet](#) [Reply](#)

>>



[VivianeRedingEU](#) Viviane Reding

À Paris pour parler de l'avenir de l'#UE avec Jacques Delors [@SciencesPo](#) [@NotreEurope](#)

14 Sep [Favorite](#) [Retweet](#) [Reply](#)

>>



[ddesesquelle](#) Daniel Desesquelle

Il faudrait faire les statistiques des bébés [#Erasmus](#) [#Reding](#) en direct de [#sciencespo](#) [@NotreEurope](#) [#Europe](#)

14 Sep [Favorite](#) [Retweet](#) [Reply](#)

>>



[ddesesquelle](#) Daniel Desesquelle

Mettre en commun les dettes de l'Allemagne et de la France [#Reding](#) [@NotreEurope](#) [@sciencespo](#)